**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** BURKINA FASO

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** APPUI A L’AMÉLIORATION DE LA CONFIANCE ENTRE L’ADMINISTRATION, LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ ET LES POPULATIONS DANS LE NORD ET LE SAHEL DU BURKINA FASO **Numéro Projet / MPTF Gateway:** **115098 PBF/BFA/B-1**  |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :** **OIM (Agence coordinatrice)****PNUD** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 6 mars 2019**Date de fin de projet:** 31 mai 2021 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** OIM $ 1620000.00PNUD $ 1080000.00      $            $       Total: $ 2700000.00 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet:  84%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 844250.00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes :  711 438  |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet :** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par:  OUELO O. Emane    Rapport approuvé par:   Innocent Kokou ABRESSE Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet a débuté le 06 mars 2019 et a pris fin opérationnellement le 31 mai 2021. Le projet est actuellement à sa phase de clôture. Après 27 mois d’exécution, le taux de réalisation physique de 100% et un taux d’exécution financière de 84%. Il reste un atelier de clôture du projet qui regroupera, en plus des membres du comité technique, des représentants de tous les acteurs du projet pour faire le bilan et capitaliser les leçons apprises et l'évaluation finale du projet.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :

L'atelier de clôture du projet se tiendra le 17 juin 2021

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

A ce jour, on note un début de changement de perception chez les communautés, de comportement au niveau des FDS et une amélioration de l'offre de service au niveau de l'administration. En effet, les activités du projet ont contribué à créer des opportunités de contact et d’échanges entre les populations, les Administrations déconcentrées et décentralisées et les FDS.

Les sessions de sensibilisation des populations sur les rôles et responsabilités des FDS et la collaboration entre les deux ont touché 8213 personnes et ont permis de lever les barrières et favoriser le rapprochement et le dialogue entre les civils et les FDS. Les 294 agents des FDS formés en droits humains et genre, affirment voir désormais d'un nouvel œil sur leurs relations avec les populations car ayant compris ce que revêt le respect des droits humains et ce que cela présente comme avantage dans l'amélioration de la confiance entre eux et les populations qu’ils protègent.

A la suite des activités d’établissement des pièces d’état-civil réalisées, des insuffisances ont été mises en évidence ce qui a nécessité une action concertée de la justice et de l’administration pour organiser une séance de formation et de sensibilisation des agents d’état-civil et des maires.

Face à l’insécurité, les communes ont pris la décision de délocaliser les réunions des cadres de concertation et de redevabilité vers des localités plus sures, de même que pour les audiences foraines et criminelles de justice.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

1)Les journées de consultation gratuite aux services de santé des garnisons militaires ont permis aux civils d’être plus proche du militaire et de bénéficier de ses soins. Il ressort de la tenue de cette activité une satisfaction à la fois du personnel soignant ainsi que des patients.

2)Les femmes leaders après avoir été formées et outillées par le projet, ont depuis juin 2020 sillonné les régions, communes et villages pour mener des campagnes de sensibilisation auprès des communautés sur les valeurs, les compétences relationnelles et les attitudes qui facilitent et favorisent la transformation individuelle et collective pour une paix durable au Burkina Faso en témoigne Yolande Some, Amazone de la cohésion, sociale (https://m.facebook.com/story.php?story\_fbid=1742136165952883&id=812859432213899 ).

3)L’organisation des sessions de sensibilisation des populations sur les rôles et responsabilités des FDS et la collaboration entre les deux a permis de lever les barrières et favoriser le rapprochement, et le dialogue entre les civils et les FDS. Les participants ont reconnu qu’il y’a une nette amélioration dans leurs rapports avec les FDS comme le disait l’un d’eux :« auparavant, j’avais peur des hommes de tenues, il était préférable d’être loin d’eux, mais ces 2 dernières années j’ai compris qu’ils sont comme nous, ils viennent de nous, nos familles et nos villages ».

4)La délivrance des actes d’état-civil positivement accueillie par les populations a permis à de nombreux citoyens de disposer gratuitement d’un acte de naissance ou d’une carte d’identité nationale burkinbè.

5)La tenue des audiences criminelles de justice a permis de réduire le nombre de cas en attente de jugement depuis deux ans et l’organisation des audiences foraines de juger des affaires en attente depuis des mois et de délivrer des certificats de nationalité aux demandeurs.

6)L’organisation des cadres de concertation et de redevabilité a permis aux citoyens de participer aux débats sur la vie communale et de s’exprimer sur leurs attentes.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:**  **La confiance entre les populations et les forces de défense et de sécurité est améliorée**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Le projet est à 100% de réalisation des activités du Résultat I. Grace aux activités réalisées par le projet, on constate un début de changement de perception chez les communautés et de comportement au niveau des FDS. Les relations entre les FDS et les populations sont en amélioration. Les différents acteurs de ces deux entités, avec une impulsion du projet se sont engagés dans des activités communautaires impliquant les civils et les FDS, notamment, les séances de sport collectif, les émissions radios de sensibilisation et interactifs, les journées de salubrité et la prise en charge des questions de santé des populations par les FDS, qui ont permis de toucher environ 12997 personnes dont 3200 FDS et 9797 civils.

Par exemple, l’ambiance qui a régnée lors des travaux d’intérêt commun (journées de salubrité, entretien courant des pistes, etc.) impliquant les FDS et les Populations traduisait un climat de renforcement de confiance, de fraternité entre les participants. Il n’était pas rare de voir lors de ces activités un civil qui échange avec un FDS pour lui demander s’il peut ramasser les ordures poser en tas. Ceci fut un cadre pour rendre sain un lieu public, et aussi rapprocher plus ces acteurs dans le but de renforcer leur confiance. Un participant de la commune de Gorgadji a même déclaré que « Je ne savais pas qu’on pouvait se réunir avec les FDS pour faire ces genres d’activité. Mais grâce à l’action d’aujourd’hui, j’ai compris qu’on ne doit pas avoir peur d’eux ».

Les FDS formés en droits humains et genre affirment voir désormais d'un nouvel œil leurs relations avec les populations car ayant compris ce que revêt le respect des droits humains et ce que cela présente comme avantage dans l'amélioration de la confiance entre eux et les populations qu’ils protègent.

Les acteurs locaux formés sur la police de proximité ont amélioré leurs connaissances et ont compris quel est leur rôle en matière de Police administrative (Maires) et ont mis en place les Coordinations Communales de Sécurité (CCS, dispositif de veille citoyenne impliquant les populations pour l’analyse des menaces sécuritaires et la prévention des crises liées) par arrêté municipal qui jouent un rôle essentiel pour la consolidation de la paix. Pour ne pas exposer les populations civiles et conformément à l'approche "Do no harm", les CCS de sécurité prenent des dénominations différentes selon le contexte local, telle que "Comité de paix".

Pendant les sessions d’élaboration des plans communaux de participation citoyenne à la sécurité des CCS, Mr OUEDRAOGO Oumarou, représentant des jeunes de la commune de Thiou a loué l’initiative en disant que : « Cet atelier est une bonne initiative, qui permet surtout l’implication des différentes couches socio-économiques de la commune de Thiou. Cela permet d’avoir la situation réelle de la commune, et ainsi d’élaborer un plan réaliste et efficace ». Et le Maire d’Oursi M. Mohamed Ag Wamnour d’ajouter que cette activité donne un grin d’espoir qu’un jour la sécurité reviendra a Oursi. En outre, les initiatives engagées par le projet ont stimulé d’autres acteurs intervenants dans la zone, de s’intéresser d’avantage aux CCS.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Un accent particulier a étét mis sur la participation des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre des activités de ce résultat:

1) Lors des sessions de sensibilisation des jeunes filles et garçons sur la thématique de la lutte contre la corruption et ses méfaits, 917 jeunes dont 581 garcons et 336 filles ont pris part aux concours de dessin.

2) Les journées de consultation au sein des services de santé militaires ont permis à 1287 femmes et jeunes filles d’obtenir une consultation gratuite.

3) 136 femmes leaders ont été formées et ont bénéficié d’outils de sensibilisation sur l’engagement communautaire, la lutte contre la corruption, la culture de la paix et la cohésion sociale. En tant qu’actrices de défense des droits humains, les femmes, se sont transformées en agents de promotion de la paix et de renforcement de la cohésion sociale et ont sensibilisé à leur tour plus de 1500 jeunes et femmes dans leurs localités respectives.

4) Aussi, les formations des 294 FDS dont 37 femmes sur le genre ont permis de faire comprendre aux FDS l’importance de l’implication des femmes dans la recherche de la paix et de la sécurité.

5) Grâce au projet, 60 femmes issues des groupements féminins des régions du Nord et du Sahel ont été sensibilisées sur la police de proximité pour favoriser la coproduction de la sécurité entre elles et les forces de sécurité intérieure.

6) Par ailleurs, les sensibilisations sur la citoyenneté et le civisme ont pu toucher 723 élèves et étudiants.

**Résultat 2:** **La confiance et le dialogue entre les populations et les FDS sont renforcés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Dans un contexte d’insécurité prononcée et de tensions intercommunautaires, l’action du projet a permis de renforcer les capacités des administrations locales et de renforcer la confiance des citoyens à l’égard de leurs administrations. En particulier, les campagnes de délivrance gratuite de pièces d’état-civil et les audiences foraines ont donné un signal très fort aux populations sur la volonté de l’administration à continuer à délivrer des services à leur profit. Les réunions de concertation et de cadres de redevabilité ont permis la poursuite de la gouvernance locale et de la transparence à la base, contribuant ainsi au renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les administrations locales apprécient particulièrement le caractère consistent de l’action sur le renforcement des capacités de délivrance des actes d’état-civil dans une région où le fonctionnement des administrations est perturbé voire compromise par les attaques groupes armés non étatiques. Le projet a notamment permis la dotation des communes en matériels informatiques mobiles pour surmonter les contraintes de déplacement des populations et éviter la destruction complète des archives physiques fixes dans les bureaux des mairies par les groupes terroristes.

Au cours de la période, six audiences foraines de justice ont été organisées à Bani, Dori, Kongoussi, Kamboinsin (au profit des déplacés de Djibo), Gourcy et Ouahigouya. Deux audiences foraines extraordinaires et deux audiences de la chambre criminelle de la cour d’appel de Ouagadougou se sont tenues à Dori et Ouahigouya. Les audiences foraines ont permis de juger 180 affaires civiles et correctionnelles, et de délivrer près de 300 certificats de nationalités et 120 casiers judiciaires dont environ 30% de femmes.

Les audiences de la cour d’appel de Ouagadougou ont permis ont permis de juger 47 affaires criminelles dont 6 femmes ; et 36 dossiers correctionnels en appel.

10 réunions des cadres de concertation et 4 réunions de cadre de redevabilité ont été organisées avec des émissions radios pour informer et faire participer les citoyens aux débats, y compris ceux qui ont quitté leurs localités.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

 Un accent particulier est mis sur la participation des femmes dans la mise en œuvre de ce projet. La moitié des bénéficiaires de la délivrance gratuite des pièces d’été civil sont des femmes. Les audiences foraines et extraordinaires adressent en priorité les dossiers impliquant des femmes ou des enfants (auteurs, victimes). Le projet s’assure de la participation effective des représentants des femmes et des jeunes dans les cadres de concertation et de redevabilité.

**Résultat 3:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Le suivi stratégique du projet a été assuré par le Comité conjoint d'orientation (CCO), co-présidé par le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et la Coordonatrice résidente des Nations Unies, qui se réunit une fois par semestre. Un comité technique de suivi du portefeuille PBF, qui regroupe le Secrétariat conjoint PUS-PBF, les points focaux de ministères sectoriels impliqués, les directeurs régionaux de l'économie et de la planification et les coordonnateurs des projets des agences, assure le suivi technique de ce projet une fois par trimestre et fait un contrôle qualité des résultats et des indicateurs de mise en œuvre. Au niveau régional et local, le projet participe aux instances de suivi mises en place par les coordinations régionales du PUS-BF. Par ailleurs, l'équipe du projet suit régulièrement les activités du projet sur le terrain.*  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires?  |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire):  31.569 USD    Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:  Le projet a fait l'objet d'une évaluation de l'évaluabilité en fevrier 2020 par un consultant indépendant recruté par le PBSO; le cadre de résultat du projet a été revu à cette occasion. Aussi une collecte de données et une mini enquête de perception communautaires ont été réalisés courant mai 2021. Cet exercice constitue la phase préparatoire de l’évaluation du projet qui doit se dérouler en Aout 2021. Aussi, les termes de référence pour l’évaluation finale externe par des consultants indépendants en concertation avec le secrétariat de PBF au Burkina ont été déjà élaborés.      |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($): Projet Cohésion sociale, Sécurité et Etat de droit, (COSED) financé par Suède et Allemagne (Ce projet est capitalisé dans les effets catalytiques de 3 projets PBF dont PBF/BFA/A-1 et le projet RSS. 28000000.00 Union Europeenne (projet SECUCOM/UE I)     1819950.00 Union Europeenne (projet SECUCOM/UE II)      2.0787201   Belgique (projet d'appui a la mise en œuvre de la police de proximite a Tenkodogo)      7 927 576.00 Ce projet a un effet catalytique en ce sens que suites a ces interventions et reussites, on note un grand interet pour d'autres bailleurs. Aussi, il y a une synergie d'action entre les différentes agences des projets similaires finances par d'autres partenaires techniques et financiers pour assurer une complémentarité et une cohérence des interventions. La Direction de la Police de Proximité capitalise toutes les interventions et s’assure de la cohérence et de la complémentarité.  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |  La strategie du faire-faire a ete utilisee dans le cadre de la mise en oeuvre des activites du projet a travers lr recrutement de six (6) ONGs/Associations locales (UFC, AERD, UNIJED, Tartit, AGIR et Tabital Lobbal) de la zone d'intervention. Ces ONGs/Associations n’avaient pas de capacités techniques suffisantes, car non habituées aux règles et procédures de PBSO, pour respecter les procédures dans le cadre de la gestion administrative et financière, ni sur la compréhension du projet et des liens entre les indicateurs, ont reçu une formation appropriée. En effet, peu habituer aux financements PBF et/ou des agences du Système des Nations Unies, elles ne disposaient pas des qualifications requises pour mener à bien l’implémentation des activités cédées. Pour remédier à cela, des missions de renforcement de leurs capacités ont été réalisées afin de garantir une gestion optimale des fonds qui leur ont été alloués, une meilleure programmation et une bonne compréhension du projet ; toutes choses ayant facilité l’atteinte des résultats.     |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$00

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

- Dans le projet, une activité de soins de santé etait prevue. Cette activité initialement prevue dans le plan de travail annuel 2020 se tenir les trimestres 1 et 2 a connu une mise en œuvre durant la période de l’état d’urgence sanitaire au Burkina pour permettre de prévenir/lutter contre la pandémie COVID-19 dans les zones d’intervention. Aussi, l’équipe du projet s’est adaptée à la situation en utilisant plusieurs stratégies de mitigation telles que le redimensionnement des ateliers de formation pour respecter les mesures barrières comme répartition des participants en petits groupes par activité, le respect de la distanciation sociale, l’utilisation de grandes salles, la confection de cache-nez et l’utilisation de gels hydroalcooliques pour toutes les activités menées entre mai 2020 et mai 2021.

-

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[x]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Ce projet a été l’un des premiers à apporter une réponse dans la lutte contre la COVID-19 dans sa zone d’intervention (Régions du Sahel et du Nord) en apportant un appui conséquent aux comites régionaux, à travers l’activité de soins gratuits dans les centres de santé des armées. L’intervention du Gouverneur de la région du Sahel lors de la remise des équipements de prévention et la formation des agents communautaires constitue un témoignage significatif de l’importance de l’appui (Cf. <https://www.facebook.com/100121141561385/posts/140680540838778/?sfnsn=mo> et <https://www.facebook.com/298380080180122/posts/4043005245717568/?sfnsn=mo>)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1** **La confiance entre les populations et les forces de défense et de sécurité est améliorée** | Indicateur 1.1 **Niveau de satisfaction des populations de la zone d’intervention par rapport aux prestations des forces de défense et de sécurité d’ici à 2021.** | **68**% | **80%** |  | **En cours** | **Résultats de l'étude sur la perception de la sécurité et de la gestion des frontières valide le 17 juin 2019 (réalisée sur 4405 personnes au Burkina)** **Le résultat final est à déterminer par l’évaluation de fin de projet.** |
| Indicateur 1.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1**: Les forces de défense et de sécurité assurent la sécurité des populations dans le respect des droits humains.** | Indicateur 1.1.1  Pourcentage des FDS formés et taux de réussite à l’évaluation de fin de formation d’ici à 2021 (Indicateur 1.1.3 du document de projet).   | **0**% | **100**% | 100% (**105**) |  100% (105 participants dont 23 (21,90%) femmes. Sur les 105 personnes, 100% ont reussi à l'évaluation finale )     | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.****COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement des activites du projet.** |
| Indicateur 1.1.2 **Nombre des forces de défense et de sécurité (y compris les régisseurs et les gardes penitenciers) intervenant dans la zone cible formées au respect des Droits humains et du genre d’ici à 2021.** | **0** | **200** | **294** | **294 FDS formes en droits humains et genre** |  **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.****COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activites du projet.** |
|  | Indicateur 1.1.3  Nombre de de femmes leaders/organisations feminines formées et dotées d’outils de sensibilisations (Indicateur 1.1.10.1 du document de projet).   | **0** | **100** | **136** | **136 amazones formees et dotees en outils de sensibilisation** |  **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.****COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activites du projet.** |
|  | Indicateur 1.1.4 Nombre de FDS et de Populations (Hommes/Femmes) sensibilisées sur la Police de proximité  | **0** | **100** | **100** | **100 FDS formés dont 81 hommes et 19 femmes (19%)** | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.****COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activités du projet.** |
|  | Indicateur 1.1.5  Nombre d’agents des FDS ayant participé aux campagnes d’information et de sensibilisation sur les méfaits de la corruption (indicateur 1.1.6 du Document de projet)        | **0** | **500** | **593** | **593 FDS ont pris part aux campagnes de sensibilisation sur la corruption et ses mefaits** |  **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.****COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activites du projet.** |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Produit 1.2 **La confiance et le dialogue entre les populations et les FDS sont renforcés.** | Indicateur 1.2.1 Nombre de jeunes et de femmes consultés dans les structures sanitaires des forces armées (Indicateur 1.2.4 du document de projet)    | **0** | **1000** | **1287** | **1287 femmes et jeunes ont beneficie de consultation gratuite au sein des centres de sante des armees.** | **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.****COVID-19 : Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activités du projet.** |
| Indicateur 1.2.2  Nombre de CCS mis en place et nombre d’hommes et de femmes formés (indicateur 1.2.5 du Document de projet)      | **1** | **15** | **15** | **15 CCS (108 personnes) dont 101 hommes et 7 femmes formés** |  **Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.****COVID-19: Etat d'urgence sanitaire entrainant un ralentissement dans la mise en œuvre des activites du projet.** |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2****La confiance entre l’administration et les populations est renforcée.** | Indicateur 2.1 D’ici à 2021 pourcentage de la population (désagrégée par sexes) de la région du Nord et du Sahel (zone du projet) déclarant avoir confiance en l’administration (judiciaire, locale et déconcentrée) (indicateur 2 du Document de projet).  |   60 %   | 80% | ND | **En cours** | **A déterminer par l'évaluation finale** |
|  | Indicateur 2.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1**L’offre de services publics et la qualité des prestations sont accrues** | Indicateur 2.1.1 Pourcentage des usagers satisfaits (accueil ; délais de traitement/délivrance) des services délivrés par les administrations publiques (judiciaire, déconcentrée, locale (indicateur 2.1 du Document de projet)  | **ND** | 90%des services délivrés par les administrations publiques judiciaire, déconcentrée, locale sont jugés satisfaisants  | **ND** | Appuis matériels et formations aux administrations locales, y compris les responsables (maires) pour pouvoir établir des pièces d'état civil; audiences foraines et criminelles organisées dans les deux régions.Satisfaction des populations à mesurer par enquête d'opinion en fin de projet  |  Insécurité : de nombreuses localités cibles sont devenues sont inaccessibles du fait des risques d’attaques terroristes.  |
|  | Indicateur 2.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2**Les espaces de dialogue permanents entre l’administration et les populations au niveau local sont fonctionnels** | Indicateur 2.2.1Taux moyen de participation de la population notamment des jeunes et des femmes aux sessions des cadres de concertation communaux (indicateur 2.2 du Document de projet) | **ND** |   Au moins 95 % de taux de participation des jeunes et des femmes au cadre de concertation      |  Non défini (enquête en fin de projet) |  100% des représentants des femmes et des jeunes participent aux réunion des cadres de concertation      | L'insécurité dans 13 des 15 communes cibles du projet n'a pas permis l'organisation des cadres de concertation communaux sur place au plus près des populations. De commun accord avec les autorités locales, les réunions des cadres de concertation ont été organisées au niveau des provinces et des régions pour favoriser le dialogue social local à tous les niveau et encourager la tenue des réunions du niveau communal, dans des localités voisines où les conditions sécuritaires le permettent. Les organisations de jeunesses et de femmes ont été représentées à 100% des réunions de cadres de concertation et de redevabilité  |
| Indicateur 2.2.2 |  |  |  |  |  |